

Le Bulletin Trimestriel

Une publication de l'Association des Anciens d'Unisy

2^{ème} trimestre 2019 numéro 46 (12^{ème} année)

SOMMAIRE

- CFR, la colère des retraités
- L'édito du Président
- Le projet « ONE WEB »
- Un lieu disparaît, mais les souvenirs restent
- L'angoisse de l'acheteur de voiture au moment du choix



Veut-on attiser encore la colère des retraités ?

Le groupe La République En Marche a fait connaître des contributions sensées répondre aux attentes des Français. Dans la foulée, Edouard PHILIPPE a pris la parole pour confirmer l'intention exprimée par la majorité, sans rien apporter de plus. Il s'agit de proposer d'indexer les retraites de base (Sécurité Sociale...) sur l'inflation, mais uniquement pour les retraites d'un faible montant.

Une politique de gribouille.

LREM tente sans doute de corriger son vote récent. Après une année blanche en 2018, en s'asseyant à nouveau sur le code de la sécurité sociale qui prévoit d'indexer les retraites sur l'inflation, ce groupe a voté pour 2019 une revalorisation de 0,3 % alors que l'inflation sera, selon tous les experts, largement supérieure. Appliquant sans doute le « en même temps » il évoque certes le principe d'indexation sur les prix, mais, réflexe social ou souci de faire des économies, il réserve cette mesure aux seules petites pensions.

Et nous voilà repartis pour la valse-hésitation qui a accompagné la hausse de la CSG.

- Quel sera le seuil à partir duquel les retraités seront dits riches ?
- Que fera-t-on pour les poly pensionnés ?
- Faudra-t-il réintroduire le Revenu Fiscal de Référence ?

Une nouvelle fracture sociale.

Les retraités ne supportent pas d'être divisés entre ceux qui méritent que l'on maintienne leur pouvoir d'achat et ceux qui sont supposés pouvoir en supporter de nouvelles atteintes. La retraite n'est pas une prestation d'assistance mais un droit acquis par les retraités pour avoir financé la retraite de leurs parents par les cotisations versées au fil de leur carrière. Quel que soit le niveau de cette retraite, les droits qui ont été acquis méritent qu'ils soient préservés dans le temps et donc indexés.

Une politique qui décrédibilise notre contrat social.

Au-delà de la colère légitime des retraités actuels, cette pratique comptable porte atteinte à la confiance des jeunes générations devant la manière dont sont traités leurs parents, alors que par ailleurs il est question de bâtir un nouveau régime de retraite qui précisément a pour objectif de restaurer la confiance.

Il faut que la raison revienne

Cette proposition de LREM est un ballon d'essai. Il y en a eu d'autres qui n'ont pas pu prendre leur envol. Rappelons donc le propos du candidat Emmanuel Macron dans sa lettre aux retraités ; **Je m'engage tout d'abord à protéger votre pouvoir d'achat** et en redonnant aux retraités les plus modestes. Au regard de la situation actuelle et des échéances à venir, il serait tout à fait fâcheux que cette promesse ne soit pas tenue.

19 mars 2019, Communiqué de presse du CFR n° 135

L'édito du Président

Chers Amis,

Ce second bulletin Trimestriel de l'année 2019 nous permet habituellement de faire le point sur les événements importants qui ont marqué cette période hivernale, et de reprendre les grandes orientations qui ont été décidées lors de notre Assemblée générale du 12 février 2019 dans les locaux de la Société Ferrandi à Saint Gratien.

Nous étions 95 participants qui ont bien apprécié les différentes présentations des Membres du Bureau et des Responsables Unisys, et surtout une excellente qualité du repas servi par le Groupe Ferrandi, digne d'un restaurant étoilé.

Et comme l'année précédente avec une implication très active et positive des Membres présents.

Pour l'avenir nous devons comprendre les défis pour mieux relever nos enjeux, affronter les difficultés de notre Association, si nous voulons poursuivre notre mission.

Alors, gardons le cap et continuons de parcourir ensemble avec fierté et détermination, les multiples chemins de notre avenir.

Avec l'aide de notre ami Jean Francois Walter, nous espérons que les Golfeurs auront un grand plaisir de se retrouver entre amis sur les golfes de la région.

Jo-FRAPPAZ

Le projet « ONE WEB »

Ce projet est prévu pour recevoir plus de 900 satellites de télécommunications. Placés sur une orbite basse pour fournir aux particuliers une connexion internet à haut débit dans les régions non desservies par des liaisons terrestres à l'horizon 2022. Le déploiement des satellites a débuté. A l'heure où nous écrivons ces lignes un lanceur Soyouz est sur la zone de lancement de Kourou avec 6 satellites « one web ».



--> Soyouz atteint la zone de lancement pour le vol d'Arianespace le 27 février avec les satellites OneWeb



--> Six satellites OneWeb sont intégrés pour leur prochain lancement d'Arianespace Soyouz

Quand vous lirez ces lignes les 6 satellites seront en orbite...

Ce n'est qu'un début, puisque dans un premier temps 648 satellites sont prévus en orbite basse à environ 1200 kms d'altitude. Leur durée de vie est estimée à environ 7 ans.

Ces premiers satellites ont été construits par Airbus Défense & Space à Toulouse. Les suivants seront assemblés et testés dans une usine dédiée en Floride.

Les futurs lancements permettront la mise sur orbite de 32 satellites à la fois. La confirmation de la réussite de la mission devrait quant à elle être acquise après 1h 45 de vol. Ce projet a été créé début 2014 avec l'objectif de fournir aux particuliers un accès à internet à haut débit grâce à une constellation de plus de 648 satellites.

La cible commerciale est constituée par les centaines de millions d'utilisateurs trop isolés pour bénéficier d'un accès Internet à haut débit.

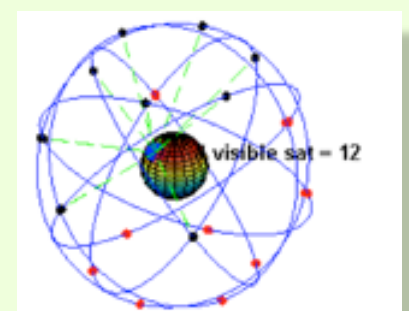
En mars 2018 la FCC (organisme de régulation des télécommunications américain) a assoupli la réglementation concernant la durée du déploiement des constellations de satellites qui passe de 6 à 9 ans. La FCC a accordé à « one web » l'autorisation de déployer 1260 satellites supplémentaires faisant passer le nombre total à 1980.

One Web permet d'assurer la liaison entre le réseau internet à grand débit avec des utilisateurs individuels utilisant des postes fixes ou des récepteurs mobiles et avec des petits réseaux. La couverture est planétaire.

Bonne lecture,

Serge MARCON

La galaxie des 12 satellites



Un lieu disparaît mais les souvenirs restent...



Comme vous le savez tous, Unisys est le produit de la fusion de Burroughs et Sperry en 1986. Sperry, ex Sperry-Univac (qui se souvient encore que cela veut dire

UNIVersal Automatic Computer ?), société créée à la suite de l'invention du 1er ordinateur **l'Eniac** en 1945, s'est installée en France dans les années 1960 au 3 rue Bellini à Puteaux.

Avant de déménager à Saint Quentin en Yvelines juste avant la fusion, le 3 rue Bellini était considéré comme le siège historique et, pour beaucoup, le principal lieu de rendez-vous était au rez-de-chaussée, LE DRUGSTORE.

Au fil des années, le drugstore s'est transformé en restaurant LE BELLINI, tenu par "Monseigneur" aidé de ses fidèles assistantes. Combien de réunions professionnelles ou festives s'y sont tenues ? Combien d'affaires se sont conclues sur les tables de Monseigneur ? Sur les nappes en papier, combien de différents s'y sont réglés ? Combien de parties de flipper s'y sont déroulées, véritable championnat du monde après déjeuner ou le soir ? Ah ! si le zinc pouvait parler ...

Et puis le temps a passé, les anciens de Sperry ont pris l'habitude de réunir les membres de leur association dans le fief de Monseigneur 2 fois par an, en mars pour fêter le printemps et en novembre pour fêter ... le beaujolais nouveau.

Un jour, des promoteurs ont décidé de raser tout le quartier pour y reconstruire des tours. Les travaux sont largement entamés et notre lieu de rencontre Le Bellini, à l'ombre de la Tour Nobel, la 1ère du quartier de La Défense, va subir prochainement le même sort.

Alors en ce jeudi de novembre, une dernière fois, une trentaine d'anciens Sperry*Univac se sont réunis dans leur restaurant mythique où Monseigneur, toujours actif à 85 ans passés, les a accueillis autour d'un aligot précédé comme il se doit d'une dégustation de beaujolais nouveau. Les mines étaient un peu tristes bien sûr, surtout quand tout le monde s'est séparé sachant qu'on ne reviendrait plus en ce lieu. Mais la foule de souvenirs évoqués tout au long de cette soirée a quand même réjoui les visages des participants aidée en cela par le Beaujolais servi à profusion !

Beaucoup de ces anciens se retrouvent avec plaisir dans l'Association des Anciens Unisys (AAU). Cependant, pour évoquer "le temps d'Univac", ils envisagent de se retrouver dans un nouvel endroit : Il se murmure que Monseigneur qui ne veut pas prendre sa retraite va ouvrir un nouveau restaurant sur l'esplanade de La Défense.

Et il s'appellera **LE BELLINI**.

Michel COLOMBIER



Monseigneur, maitre du lieu

[Voir la galerie de photos](#)



L'angoisse de l'acheteur au moment du choix

Je suis perdu. Quelle voiture acheter? Le gazole tue nos poumons, l'essence massacre le climat et l'électricité a besoin d'un fil introuvable pour recharger les batteries...

Mais qu'est-ce que je vais bien pouvoir acheter comme voiture ? A vrai dire, je garderais volontiers ma Volkswagen Passat qui n'a même pas dix ans. Mais je dois envisager le changement pour deux raisons. Primo, la maire de la plus belle ville du monde, où j'ai le bonheur d'habiter, veut bannir le diesel. Or je dois faire ici un aveu: ma Passat est diesel. Pas par choix, mais parce que c'était à l'époque tout ce qui était disponible en voiture familiale d'occasion récente.

Ensuite, ma chère et tendre ne travaille plus au même endroit, Elle ne va pas très loin, mais doit prendre trois lignes différentes de métro. En voiture, ça va bien plus vite. Sauf qu'elle refuse d'émettre des nuages d'oxydes d'azote en ville, Comme souvent, elle a raison. Elle s'était repliée sur l'*Autolib*, la voiture électrique de *Bolloré*. Mais *Autolib* a disparu du paysage.

Nous voici donc amenés à reconsidérer notre question automobile dans son entièreté. Premier réflexe: passons des eaux glacées de la possession égoïste aux bonheurs du partage et de l'usage!

Hélas ... Nos jumeaux ont besoin de sièges auto de la taille d'un petit tonneau, peu commodes à transporter et fort encombrants dans un appartement parisien. Ensuite, en ville, les alternatives à l'*Autolib* sont chères et peu convaincantes. Les deux premières tentatives chez l'une d'entre elles, *Moovin*, ont échoué sur la porte d'un parking privé derrière laquelle se trouvait le véhicule proposé. L'incivilité du Parisien n'a pas de limites.

Et puis la location est encore compliquée. Les systèmes où l'on prend une voiture avec son smartphone restent pour l'instant des prototypes. Enfin, les loueurs traditionnels sont encore à l'âge de pierre de la relation client. En témoigne notre dernière expérience il y a

trois mois. Après l'annulation d'un vol d'avion, nous avons dû payer 200 euros de plus pour louer une voiture un jour de moins: « *C'est normal, Monsieur* » Limitons cette normalité au strict minimum.

Il va donc falloir se résoudre à acheter. Nous avons la chance de pouvoir le faire. Mais le choix, qui n'était déjà pas simple il y a une décennie, est devenu encore plus compliqué. Essence, diesel, hybride, électrique?



Procédons par élimination. Le diesel est l'ennemi à abattre. Les taxes sur le gazole augmentent, sa cote s'effondre sur le marché de l'occasion. C'est peut-être injuste, car il consomme moins et ses émissions de particules ont beaucoup baissé, à l'inverse des moteurs à essence. < Le diesel va mourir guéri », estime le patron d'une PME de mécanique, qui roule en *Nissan Leaf* électrique.

Les prix de la voiture électrique sont élevés et les modèles encore imparfaits. Et puis il faut trouver cette satanée prise pour la recharger !

Passons à l'essence. Des moteurs qui rejettent moins d'oxydes d'azote mais davantage de CO₂, moins mauvais pour les poumons mais pire pour la planète.

Peut-être pourrait-on aller vers la voiture qui consomme 2 litres aux 100 kilomètres, comme le soutient le *Shift Project*, un think tank qui œuvre pour la décarbonation de l'économie.

Mais je vais devoir faire mon achat avant que cette fourmi soit sur le marché. Est-ce raisonnable d'acquérir une voiture qui brûle davantage de carburant que celle que j'ai aujourd'hui (5,5 litres de gazole aux 100 kilomètres), au moment où le *GIEC* (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) s'égosille à nous dire que la planète n'en peut plus? Ce qui nous amène vers l'électrique, qui pose d'autres questions. Avantage: la France fabrique de l'électricité largement décarbonée (merci le nucléaire !)

Inconvénient: le marché n'est pas mûr

comme le montrent les investissements annoncés par les constructeurs, qui se chiffrent en dizaines de milliards d'euros (*Volkswagen* tout récemment).

Les prix sont donc élevés et les produits encore imparfaits. Difficile d'envisager dès maintenant le tout-électrique. Parfait pour la ville certes, très bien pour aller à la campagne, mais impossible d'aller tranquille chez belle-maman sur le bassin d'Arcachon. La dernière fois, à l'aller, il y avait certes dix chargeurs *Tesla* au restaurant à Saintes, dont aucun n'était utilisé. Mais au retour, à l'hôtel à Tours, il y avait seulement trois prises, toutes occupées. Reste alors l'hybride rechargeable. Électrique en ville, essence dès que les parcours s'allongent.

Sauf que, là aussi, c'est tôt et donc cher. Et puis, il faut trouver cette satanée prise pour la recharger. Des foules d'hybrides rechargeables roulent uniquement à l'essence. Beau gâchis, car il faut beaucoup d'énergie pour produire et transporter leurs quintaux de batteries.

Dans les rues de Paris, il y avait bien les bornes *Autolib*, mais le logiciel appartenait à *Mr Bolloré*, qui l'a gardé. Les bornes sont donc inutilisables.

Dans le parking des bureaux où travaille ma chère et tendre, pourtant récent, il n'y a aucune prise. Et vu les normes, il faudra des années avant de pouvoir espérer en installer. Pas plus de prises dans le parking où dort la *Passat*. Pour en poser une, il faut en informer l'assemblée générale des copropriétaires. Et quand on est locataire, comme nous, il faut d'abord convaincre le propriétaire de faire la demande ... Tous ces problèmes finiront bien sûr par être résolus. S'en poseront alors de nouveaux. Les prises de courant pourraient être plus souvent ciblées par des casseurs dans les banlieues que dans les beaux quartiers, ce qui créera: de nouvelles inégalités. *L'Urssaf* va légitimement considérer l'électricité fournie au travail comme un avantage en nature, sur lequel il faudra prélever des cotisations. Si les réservoirs de carburant disparaissent, l'Etat devra pomper des milliards. ailleurs. En attendant; qu'est-ce que je vais bien pouvoir acheter comme voiture ?

proposé par **Claude FOISSEY**

(d'après Jean-Marc VITTORI)